

**Campagne nationale pour la reconnaissance et le rehaussement du financement des organismes en défense collective des droits**

Jonquière, le 23 septembre 2013 - Dans le cadre de la campagne nationale pour la reconnaissance et le rehaussement du financement des organismes en défense collective des droits, le Comité autonome des organismes en défense collective des droits du Saguenay-Lac-St-Jean a obtenu une rencontre avec le caucus des députés péquistes qui se déroulera à Dolbeau en fin d'avant-midi aujourd'hui. Cette courte rencontre permettra aux représentantes du Comité autonome de se faire entendre sur l'importance de notre rôle en région, de l'augmentation de notre financement et exiger que notre Regroupement national obtienne une rencontre avec la ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale, Agnès Maltais, qui a refusé jusqu'à aujourd'hui de rencontrer le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD).

Les organismes en défense collective des droits sont spécialistes en intervention collective. Ils visent la pleine reconnaissance et la pleine application des droits de la personne. Ces organismes, qui sont souvent étiqueté comme des dénonciateurs des politiques du gouvernement s'attaquant aux plus démunis, sont aussi les organismes les moins bien financé du milieu communautaire. À titre comparatif, pour l'année 2010-2011, la moyenne du soutien financier gouvernemental en appui à la mission globale pour tous les organismes d'action communautaire était de 122 046\$, alors que pour les organismes en défense collective des droits, elle ne fut que de 58 715\$<sup>1</sup>. Plusieurs organismes, pour cause de sous-financement, se voient dans l'obligation de fermer leurs portes plusieurs semaines par année et doivent répondre à des besoins criant des communautés sur les différentes parties du territoire avec des ressources humaines souvent insuffisantes.

Pourtant, le Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales(SACAIS), bailleur de fond des organismes dans le secteur de la défense collective des droits, reste encore silencieux sur le rehaussement de notre financement malgré les demandes de nos regroupements nationaux. Notre campagne cible un rehaussement de notre financement de l'ordre de 3.5 millions par année pour les cinq prochaines années. En maintenant nos organismes dans des conditions de grande précarité, le gouvernement nous empêche de mener à bien nos missions. Au lieu d'être sur le terrain avec les gens qui ont besoins de soutien, nous nous retrouvons constamment dans des procédures administratives lourdes, des rencontres et démarches pour réitérer notre importance et défendre notre financement. Ultiment, c'est l'ensemble des droits sociaux et économiques de la population qui est compromis.

Cet avant-midi, les députés et ministres de notre région ont décidé de nous accorder 20 minutes. Nous sommes convaincus que les élus du Saguenay-Lac-

---

<sup>1</sup> SACAIS, « État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire, édition 2010-2011, [http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/SACAIS\\_etat\\_situation.pdf](http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/SACAIS_etat_situation.pdf)

St-Jean peuvent intervenir en notre faveur au près de la Ministre Maltais si la volonté politique y est. Oui, nous exigeons un meilleur financement pour la mission de base pour chaque organisme en défense collective des droits. Nous exigeons de préserver notre identité en tant de défenseur des droits et toute notre autonomie et ce, sans devenir des points de service du gouvernement à faible coût. Nous sommes là pour rester et contribuer à la reprise de pouvoir collective de notre société.

